

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) remet en circulation aujourd'hui sur Internet une traduction effectuée il y a quelques années par un camarade de Caen. Ce faisant, nous espérons redonner « une seconde jeunesse » à cette traduction qui nous paraît intéressante.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

Voici un texte analytique sur le mouvement populaire en Uruguay. Il se penche sur les évolutions de celui-ci depuis le début du 20^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui et réfléchit aux défis actuels. Il a été publié en supplément du N°7 (2002) de la très bonne revue anarchiste « Alter » (Pour tout contact : Revista « Alter » Casilla de correo 6730, 11000 Montevideo, Uruguay. E-mail : alter@multi.com.uy).

Un compagnon du SIA de Caen a assuré la traduction de ce texte, traduction qui a été compilée avec d'autres pour constituer une brochure sur l'anarchisme et le mouvement ouvrier en Uruguay. On peut trouver cette brochure (et bien d'autres traductions, articles, textes etc...) sur le site du Syndicat Intercorporatif Anarchosindicaliste de Caen: <http://www.anartoka.com/sia>

UN SIÈCLE DE LUTTES POPULAIRES ENTRE L'ÉTATISME ET L'AUTONOMIE

En juillet/août de l'année 2000 a été réalisé un cycle d'ateliers dénommé « Mythes et tabous du mouvement ouvrier », organisés par l'Athénée Heber Nieto (1) (rue Maldonado N°1162, Montevideo-NDT-), auxquels il fut donné une continuité avec quelques ateliers sur la mémoire du mouvement populaire où l'on parla de coopérativisme, de mutualisme et de quelques expériences syndicales. Dans le même cadre conceptuel a été élaboré ce bref travail de résumé d'un siècle de lutte du mouvement ouvrier et populaire qui prétend à peine être un reflet du débat collectif. C'est un matériel pour la polémique, pour commencer un nécessaire débat qui nous amène à dépasser la situation de prostration que nous vivons aujourd'hui. Il ne prétend pas être un matériel exhaustif ni détailler toutes et chacune des luttes, mais il prétend les mettre dans un cadre conceptuel systémique, c'est à dire situer chaque lutte ou chaque situation dans un cadre explicatif de caractère intégral qui serve pour nous orienter dans le débat. Présenté pour la discussion au sein du *Réseau de Culture Libertaire*, nous le publions, dans ce supplément N°4, avec quelques modifications par rapport au document original.

« Dire qu'il ne peut y avoir 3 classes (ou plus) ne signifie pas cependant qu'il y en ait toujours 2. Il peut n'y en avoir aucune, même si cela est rare et transitoire. Il peut y en avoir une, et cela est le plus commun. Il peut y en avoir 2, et cela est le plus explosif. »

E. Wallerstein,
Le système mondial moderne

« Par classe, j'entend un phénomène historique qui unifie une série d'évènements dissemblables et apparemment déconnectés, tant en ce qui se réfère à la matière première de l'expérience qu'à la conscience. Et je souligne qu'il s'agit d'un phénomène historique. Je ne vois pas la classe comme une « structure », ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui a lieu de fait (et on peut démontrer que cela s'est produit) dans les relations humaines. »

E.P. Thompson,
La formation de la classe ouvrière en Angleterre

*« La classe (...) es inséparable de la notion de lutte des classes. A mon avis, on a prêté une excessive attention (en grande partie sans critères historiques) à « la classe », et trop peu à la « lutte des classes ». Il est clair que la lutte des classes est un concept préalable en même temps que plus universel. En peu de mots ; les classes n'existent pas comme entités isolées qui cherchent et trouvent une classe ennemi, et alors commencent la lutte. Au contraire, les personnes se trouvent dans une société structurée de façons distinctes (principalement, mais pas uniquement, selon les relations de productions), elles expérimentent l'exploitation (ou la nécessité de maintenir le pouvoir sur ceux qui sont exploités), identifient des questions d'intérêts antagoniques, commencent à lutter sur ces questions et, **dans le processus de la lutte, se découvrent comme classe, se rendent compte de cette découverte comme conscience de classe. La classe et la conscience de classe sont toujours le dernier, et non le premier, stade dans le processus historique.** »*

E.P. Thompson,
Misère de la théorie

INTRODUCTION

1. Le 20^{ème} siècle est celui de la « grande transformation » du capitalisme, au moyen de laquelle l'Etat en arriva à occuper un rôle central dans la production, reproduction et conservation du système. C'est ce que Castoriadis appelle le **capitalisme bureaucratique**, dans lequel les 2 termes sont intimement liés à tel point que l'un ne peut se concevoir sans l'autre. Synthétiquement, le capitalisme fait partie de la pyramide bureaucratique à travers laquelle il contrôle et dirige la société. Par conséquent, durant la seconde moitié du siècle, et avec une force énorme aujourd'hui même, les thèmes centraux de l'émancipation sont le contrôle social, l'oppression et la division entre dirigeants et dirigés, au même niveau que l'était l'exploitation dans la première phase du capitalisme.

2. Ce nouveau rôle de l'Etat modifie les caractéristiques essentielles de la société, des différentes classes et du fonctionnement de tout le système. Au niveau de la classe ouvrière et des secteurs populaires, il implique des changements de longue durée dans leurs perspectives de développement du projet émancipateur. Le capitalisme bureaucratique va de pair avec la centralisation et la concentration des pouvoirs. Dans des processus parallèles et simultanés, les ouvriers ont parcouru des chemins très similaires à ceux des capitalistes ; nous ne sommes pas face à 2 armées en train de s'affronter mais devant des forces qui se modifient réciproquement souvent sans le savoir. Voyons : pour vaincre le capitaliste individuel durant la première phase du mouvement syndical, les ouvriers devaient s'unir. Si les patrons ne s'unissaient pas et menaient la lutte seuls, ils succombaient. C'est à dire que chaque classe se formait, dans la lutte des classes. A un moment déterminé, pour ne pas succomber, les patrons réclament l'appui de l'Etat à travers l'armée. Quand ce n'est pas suffisant, ils réclament l'intervention de troupes étrangères. Mais, par-dessus tout, la lutte des classes amena le capitalisme à la concentration et à la centralisation qui n'est pas, comme le prétendent certains courants marxistes, un produit des « lois économiques » mais une conséquence de la lutte des classes.

3. De manière générale, le mouvement social, depuis la Commune de Paris jusqu'à la révolution de 1968 au moins, A ACCOMPAGNE le processus de renforcement de l'Etat en promouvant un processus similaire d'unification et de centralisation de ses forces, se dotant d'un système organisationnel « étatiste » (c'est à dire qui reproduit en son sein la pyramide bureaucratique). Cette tendance, impulsée par les marxistes, fut majoritaire et influença l'ensemble du mouvement ; à elle s'opposa avec ténacité, et avec différents résultats, la branche anti-autoritaire et anti-étatiste, anarchiste et libertaire de la Première Internationale qui mettait en avant la nécessité d'affronter en même temps la bourgeoisie et l'Etat pour garantir l'émancipation.

Néanmoins, majoritairement, le mouvement ouvrier a agi de manière mécanique, en partie par imitation du modèle bourgeois, que ce soit dans la forme sociale-démocrate ou dans la version soviétique. De plus, il est nécessaire de prendre en compte la grande capacité de récupération du capitalisme vu qu'une grande partie des pratiques qui se croyaient révolutionnaires furent incorporées, dans les décennies passées, aux relations productives et sociales comme éléments normaux de l'actuel ordre des choses.

4. La centralisation et unification des forces du changement montra avec le temps qu'elle était une des principales barrières face aux objectifs qu'elles proclamaient. C'est de là que la lutte révolutionnaire en 1968 fut, dans ses aspects centraux, une lutte contre la centralisation et l'unification du mouvement qu'incarnaient les partis communistes. En résumé, la partie du capitalisme qu'il y avait dans le mouvement socialiste.

URUGUAY : UN SIÈCLE DE LUTTES POPULAIRES

5. Le mouvement social uruguayen vit actuellement sa troisième étape. La première démarre dans les dernières décennies du 19^{ème} siècle (vers 1870) et atteint son plein développement vers la seconde décennie du 20^{ème} siècle. La seconde étape s'étend depuis la fin des années 30 jusqu'au début des années 80 et la troisième est encore en plein développement. Chaque étape correspond dans une certaine mesure à des périodes différentes de l'accumulation du capital et, par conséquent, de ce qui a trait à l'organisation du travail. La première étape débroussaille le capitalisme dans le pays, dissipant et détruisant les formes préalables de productions, attirant une main-d'œuvre qualifiée étrangère pour une industrie naissante et artisanale. Dans la seconde, le capitalisme se développe en extension, absorbant une grande quantité de main-d'œuvre, surtout venue de l'intérieur, dans de grandes unités de production. Dans la troisième, le capitalisme se développe en profondeur, en commençant un long processus d'expulsion de force de travail et de dispersion des grandes concentrations productives.

6. Le syndicalisme de métier, les associations de secours mutuels, les coopératives, bibliothèques populaires, athénées et autres instances organisées du mouvement ouvrier et populaire furent, durant la première étape du mouvement ouvrier, l'expression d'une partie très minoritaire des secteurs populaires, celle qui avait les meilleures conditions pour résister et négocier avec le capital. L'immense majorité des pauvres de la ville et de la campagne n'était pas en condition de s'organiser de manière stable et souvent ils dépendaient d'une certaine forme de subordination (au patron, chef, fermier, commissaire, « docteur » (2) ou au curé).

7. Ce fut un mouvement ample, combatif et puissant, qui développa des luttes de grande importance en plus d'avoir été le fondateur du mouvement ouvrier uruguayen. Les formes de lutte principale furent la grève de longue durée, pour briser la résistance du patron individuel, le boycott et parfois le sabotage. Ce mouvement développa une ample presse ouvrière, qui fut la principale forme de communication entre travailleurs organisés ; il créa des bibliothèques ouvrières ou populaires, espaces de débat et de formation, en donnant la priorité au développement du mouvement « vers l'intérieur », en ce que cela constituait la clé de sa force « vers l'extérieur ». Ces caractéristiques, universelles dans le mouvement ouvrier de cette époque, sont dues en grandes parties au caractère de ses principaux inspirateurs : anarchistes, ouvriers autodidactes, avec de longues durées d'apprentissage des savoirs (professionnels et généraux), fiers de la place qu'ils occupaient dans le monde comme créateurs de la richesse matérielle et morale, avec une claire vision de la société alternative qu'ils voulaient construire. Mais on le doit aussi au caractère qu'eut le mouvement socialiste jusqu'à la révolution russe (et surtout jusqu'à la commune de Paris), qui consistait dans le développement de la société des opprimés, en parallèle et avec de rares contacts avec la société des oppresseurs. Le « eux » et le « nous » étaient clairement délimités.

8. Le pic de développement majeur se situa vers la fin des années 10. Ce fut un mouvement peu centralisé, discontinu, avec des instances coordinatrices flexibles et légèrement structurées, peu apte pour survivre en périodes de repli ou pour « conquérir » le pouvoir. Ses traits les plus positifs furent la lutte pour la consolidation d'une culture ouvrière, l'appui à l'autodidactisme, le développement de bibliothèques, athénées, instances de formation et débat, et sa capacité à créer des formes de vie alternatives au système, tant dans les champs de l'enseignement que de la santé, des loisirs et de la vie quotidienne. Il sut défendre les valeurs de la solidarité, de l'aide mutuelle et de l'auto-organisation, qui furent les bases sur lesquelles s'éleva le mouvement populaire. Il refusait de manière catégorique « l'intromission » de l'Etat dans les conflits entre patrons et ouvriers.

Quant au négatif, il tendait à extrémiser les affrontements internes, exacerber les différences idéologiques et se montrait extrêmement sectaire avec qui ne partageait pas ses convictions. Mais le problème

fondamental de ce mouvement, en ultime instance la raison de son déclin, fut l'incapacité à organiser et impliquer les ouvriers non-qualifiés, l'immense majorité des salariés, avec qui, en des occasions pas si rares, des affrontements furent enregistrés. Peut-être, ni culturellement ni socialement, n'était-il en condition de le faire : les uns, organisés, restèrent isolés ; les autres, dispersés et atomisés, furent une proie facile pour l'Etat qui sut les coopter au moment où il décida d'initier un virage « social ».

9. Vers le début des années 20, les changements mondiaux, nationaux et dans l'organisation du travail rendirent insoutenable un mouvement de ce type. Commence une longue période (2 décennies) de crise, division, fragmentation, disputes terribles, que l'on peut qualifier de déroute et de désorientation. L'expansion du capitalisme et les changements conséquents dans l'organisation du travail entamèrent la puissance du premier mouvement ouvrier. En parallèle commença à se diffuser une culture de masse au travers de nouveaux moyens, plus encline à atteindre et interpréter les ouvriers non qualifiés (migrants de la campagne et fils d'immigrants), moins politisés et désireux de s'intégrer au système comme citoyens avec pleins droits, dont ils ne bénéficiaient à cette période que sur le papier. Par les interstices de cette fissure, le capitalisme avança et se développa dans de nouveaux secteurs au sein desquels il rencontrait moins de résistances : frigorifiques, textiles, métaux etc... Les privilèges des vieux ouvriers de métiers tombèrent les uns après les autres à l'intérieur même de l'atelier. La base matérielle du syndicalisme de métier s'était brisée et entraîna avec lui tout l'échafaudage du mouvement ouvrier de l'époque. Un processus qui a une faible relation avec les courants politico-idéologiques parce que nous devons comprendre que les sujets sociaux adoptent une, ou plusieurs, des stratégies possibles sur la base de leurs nécessités à chaque moment historique et non comme conséquence de leur adhésion à un courant déterminé.

Certainement, les anarchistes avaient plus de préoccupation pour l'autonomie et la formation culturelle, alors que les communistes étaient plus enclins à l'efficacité et à une organisation de fer.

10. De cette crise sort un autre mouvement ouvrier et populaire, très distinct, vers le début des années 40. Cette étape fut décisive dans la configuration de la culture ouvrière et populaire qui est encore hégémonique. De là, l'importance de son analyse en profondeur.

UN NOUVEAU MOUVEMENT

11. Les changements survenus dans le pays et dans le monde, en peu d'années, furent spectaculaires : crise de 1929, taylorisme et fordisme, guerre civile espagnole, ascension du fascisme ; coup d'Etat de Terra, division des partis traditionnels, renforcement de l'Etat national et intervention dans tous les aspects de la société, changement dans les alliances politiques et sociales, forte immigration vers Montevideo. A cheval entre les années 30 et 40, ces changements se concrétisent dans la formation d'un nouveau modèle d'accumulation, assis sur la substitution d'importations, l'extension de la législation du travail, la création d'un marché intérieur et de syndicats de masses, et l'intégration de tout type de dissidences dans le système. Ces aspects furent tous ceux d'un même et unique modèle.

12. L'industrie nationale requérait un Etat fort, régulateur et interventionniste, de nouvelles formes d'organisation du travail qui présupposaient l'extension effective de l'enseignement primaire à tous les travailleurs et des formes plus subtiles et efficaces de discipline et de contrôle social, et aussi un mouvement ouvrier centralisé et unifié, avec lequel le patronat et l'Etat pourraient négocier. C'est à dire avec des dirigeants spécialisés, fiables et experts. Pour toutes ces questions le néobatllisme (3), depuis en haut, et le communisme, depuis en bas, furent fonctionnels. Le résultat fut l'Etat-providence, objectifs partagés par les principaux courants, destiné à garantir la paix sociale nécessaire pour le bon développement de la production et des affaires. C'est à dire pour que la plus-value puisse être réalisée de manière souple, sans accrocs, et avec le minimum d'ordre nécessaire.

13. La création des nouveaux syndicats de masses se réalisa dans la période comprise entre 1936 (grève de la construction en janvier) et la fin de la guerre mondiale, en 1945, avec des jalons décisifs en 1942-43 (respectivement création de l'UGT et des conseils de salaires). L'Etat encouragea la création de syndicats et les syndicats encouragèrent l'Etat à intervenir dans le mouvement syndical. Ce fut l'âge d'or de la

coopération Batlliste-communiste, années d'énorme paix sociale. (Dans la période de 7 ans qui va de 1937 à 1943, il y eut moins d'heures/homme de grève que dans une seule année de la période antérieure, 1919, malgré qu'il y ait beaucoup plus de salariés). Que l'immense majorité des nouveaux syndicats aient été créés dans ce climat de paix sociale et de collaboration de classe imprima au nouveau mouvement une empreinte de laquelle il ne se détacha pas pour longtemps. Dans certains aspects, elle dure plus d'un demi siècle.

14. Légalisme, longues procédures dans les bureaux étatiques et au parlement, débats et discussions sur des questions techniques et légales avec les patrons et l'Etat requéraient des nouveaux syndicalistes une pléiade d'assesseurs et une formation spécialisée. Ce furent les formes qu'adopta la tendance hégémonique dans le mouvement ouvrier, tendant à s'insérer dans le système de la meilleure manière possible. Pour cela il fallait lutter, mais quand la négociation échouait. La mobilisation se menait à bien durant les négociations si celles-ci s'éternisaient ; en général l'endroit préféré était le parlement, lieu devant lequel les ouvriers jamais ne manifestèrent durant la première époque, ni n'accoururent pour assister aux débats. Un autre lieu fréquenté était l'Office National du Travail. Cela, avec le temps, tous les courants le firent : les *cañeros* (4) le firent, la FUNSA (5), parce que dans ces espaces étaient en jeu des questions que les travailleurs considéraient comme importantes.

(Pensez à ce qui suit : à Buenos Aires, par exemple, l'endroit où confluent toutes les manifestations ouvrières est la Place de Mai. Les marches démarrent de la périphérie et se dirigent au centre, elles le « prennent » symboliquement. Dans l'imaginaire ouvrier, occuper le centre de la ville, l'espace des « autres », est une manière, aussi symbolique, de déplacer ces « autres » du lieu central qu'ils occupent dans la société. Cette tradition démarre, à ce qu'il semble, avec la grève générale spontanée du 17 octobre 1945 (6) et se maintient jusqu'à aujourd'hui, elle se répète avec le *cordobazo* (7), le *rosario* (8) etc... et avec les Mères (9). Et cela n'a rien à voir avec le péronisme mais avec la stratégie adoptée par la classe ouvrière).

15. Cela vaut la peine de dire que pour que cette culture fasse son chemin, une série de facteurs durent se conjuguer, tant depuis en haut que depuis en bas. Certains furent déjà mentionnés. D'autres ont à voir avec la culture ouvrière dominante qui, dans les années 30, luttait (poussait) pour sa reconnaissance et son insertion dans le monde officiel. À son tour l'attitude de ce monde officiel facilita la cooptation. Un exemple : la crise de 1929 provoqua la faim en Uruguay. L'Etat terriste (10) répondit avec des cantines populaires et avec une charité effective de divers types. Les syndicats ne purent rien faire. L'Etat marqua des points dans le sens où la crise laissait en situation de plus grande dépendance les secteurs populaires, qui perdaient leur déjà faible autonomie. La perte d'autonomie et l'augmentation de la subordination sont toujours des préalables à l'avancée du capitalisme. (Les journaliers agricoles qui survivaient dans les villages misérables de la charité du patron ou du « docteur », de quelques cultures mais aussi du vol et du braconnage, avaient des degrés d'autonomie plus importants que lorsqu'ils devinrent ouvriers urbains). Mais le système gagna leur tête, et leurs cœurs, il les convainquit qu'il avaient un futur dans les villes et qu'ils feraient carrière dans l'industrie. Ils arrivèrent et furent citoyens et même heureux... durant un temps. Ceci est l'histoire hégémonique dans le mouvement ouvrier, celle que décrit ce processus mais, de plus, elle le fait de manière superstructurelle, sans relation avec la culture ouvrière et son expérience vitale. (Et un éclaircissement : l'expérience de ce secteur de la classe ouvrière, le plus nombreux sans doute, n'est pas celle qui forme la classe ouvrière. Dans la formation de la classe, l'autre secteur, l'expérience de l'autre secteur joue un rôle décisif).

16. L'autre tendance présente parmi les travailleurs, celle d'aller au delà du système, celle de le changer de manière radicale fut marginale durant ces années. Mais elle fut importante autour des frigorifiques du « Cerro » et dans quelques usines textiles et fabriques de cette zone prolétaire. Disons que cette tendance demeura latente dans une zone, une région comme El Cerro-La Teja-le port (11). Les raisons, une fois de plus, en sont moins idéologiques que culturelles et sociales. Là bas il y avait des traditions de lutte, mais aussi en plus un réseau de solidarités communautaires territoriales qui fonctionnait vraiment, sur la base d'une concentration prolétaire importante et du fait que s'y trouvaient les seules fabriques où le capitalisme pratiquait un taylorisme et un fordisme effréné : les frigorifiques. Les arrivés récents des

campagnes s'inséraient dans des traditions, mais en plus pouvaient vivre la surexploitation et avaient un espace territorial propre où l'expérimenter et la partager. Et, à l'occasion, la subvertir.

17. Nouvellement en 1951 et 1952, elle s'exprima de manière plus coordonnée dans les grèves des « syndicats solidaires » (12). Ce furent les grèves générales les plus longues et combatives du prolétariat uruguayen jusqu'à aujourd'hui. Ce furent des grèves territoriales, basiquement El Cerro-La Teja-le port. Elles ouvrirent une décennie de grands changements dans le mouvement populaire. Elles appuyèrent la croissance des secteurs classistes et des groupes organisés plus dynamiques. Ces luttes jouèrent un rôle décisif dans le processus de formation de la classe ouvrière, par conséquent dans la configuration de sa conscience et dans son caractère national de classe.

18. À la fin des années 50 le mouvement ouvrier et populaire est pratiquement configuré, avec la physionomie qu'il aura au moment des luttes décisives. La tendance à l'insertion dans le système continue à être majoritaire, avec un grand poids dans la société mais avec de grands contre-poids dans le mouvement organisé. A la chaleur de la crise structurelle du pays, les secteurs dans lesquels il y avait une certaine volonté de changer le système (ou qui se voyaient poussés à le faire pour des raisons « systémiques ») se renforcent, en particulier au sein des frigorifiques et du textile, et s'étendent à d'autres secteurs à partir d'eux et de l'axe El Cerro-La Teja-le port.

19. Mais au delà de ces tendances, prennent force une série de dynamiques qui traversent tout le mouvement, qui arrivent à configurer toute une culture syndicale nouvelle : centralisation, unification, division du travail entre dirigeants et exécutants. Elles minèrent de l'intérieur le mouvement, avec le facteur aggravant, déjà dans les années 60, de la division en courants politico-partidaires, impulsée en partie par la polarisation postérieure à la révolution cubaine. Cette culture reproduit à l'intérieur du mouvement syndical la pyramide hiérarchique et bureaucratique qui, à partir des années 30, caractérisa le système. Cette tendance existait déjà en 1965 quand se crée la CNT (13), même si sa création la renforce et l'étend, malgré le fait que dans ses statuts l'autonomie de chaque syndicats soit garantie. C'est à dire, la tendance à l'unification du mouvement fut celle qui fructifia au sein de la CNT et, dans le fond, ce fut la réponse des travailleurs à l'unification de la bourgeoisie et une manière de se préparer pour l'affrontement de classe. Quand un secteur ouvrier voyait que « seuls, on ne pouvait pas », il appelait à l'unité. A partir de la moitié des années 50, il était clair, déjà, que seul, aucun secteur ouvrier ne peut.

20. L'unification donna au mouvement une plus grande capacité d'action, plus d'efficience et d'efficacité. Mais, en contre-partie, elle marginalisa des secteurs et aiguisa la division du travail. A la longue, ceci porte atteinte à l'efficacité, en réduisant au rôle de spectateurs des secteurs très importants, lesquels ne participent pas à la vie quotidienne des syndicats. A grands traits, on peut s'assurer que, dans l'industrie, moins de la moitié des ouvriers étaient affiliés à des syndicats. Au sein des frigorifiques et du textile, les secteurs avec les entreprises les plus grandes, les chiffres ne dépassent jamais les 70%. De ceux-ci, seulement une partie (jamais plus de la moitié) participe dans les assemblées les plus importantes. Dans la vie quotidienne du syndicat, le font à peine 10% des ouvriers syndiqués, c'est à dire pas plus de 5% des ouvriers de la branche. Et ceci parlant des secteurs les plus concentrés et organisés. (C'est seulement pour nuancer ce dont on parle quand on dit : « la classe ouvrière luttait », ou « décidait » ou quoi que ce soit).

21. Au long des années 60 se prépare la déroute de la classe ouvrière et des secteurs populaires. La déroute se consomme à l'hiver 1969, quand il ne fut pas possible de renverser l'hégémonie communiste dans la CNT et de concrétiser une grève générale qui était déjà une réalité dans les faits, les luttes, isolées, faisant alors naufrage. À partir de ce moment, la bourgeoisie et la droite prennent l'initiative et ne l'abandonnent pas plus d'une décennie plus tard. Les raisons de cette déroute sont nombreuses mais il me paraît nécessaire d'insister sur les raisons « systémiques » et pas sur les conjoncturelles.

22. La classe dominante se consolide et s'unifie. Elle entrelace ses intérêts économiques, abandonne le projet de substitution des importations, se propose et commence un long processus de reconversion. Le secteur traditionnel de l'élevage, converti maintenant en secteur financier, prend le contrôle de l'Etat. Ce processus aboutissait nécessairement à un coup de cravache pour la société vu que cela supposait –et

supposa- changer les bases sur lesquelles se construisit un nouveau pays à partir des années 30 : changements dans l'insertion internationale du pays, dans les alliances de classe, dans le rôle de l'Etat (incluant les forces armées), dans le rôle à attribuer aux travailleurs etc... En somme cela supposa d'articuler un nouveau modèle d'accumulation, pour lequel il serait nécessaire de chercher d'autres formes d'organisation du travail. Ce fut ainsi que la bourgeoisie tâtonna jusqu'à trouver, parce qu'elle les cherchait ardemment, les technologies nécessaires pour accomplir les fins qu'elle s'était fixée : désarticuler le monde ouvrier pour continuer à accumuler sans les entraves que supposait la classe ouvrière (sa conscience, ses organisations et actions). La désarticulation du monde ouvrier fut consommée peu à peu ou, si on veut, par étapes. Premièrement il fallait le mettre en déroute matériellement : l'user par la faim, neutraliser et extirper les noyaux référentiels et les plus actifs, le démoraliser.

La fermeture des frigorifiques du Cerro, et l'ouverture de petits frigorifiques dans l'intérieur, est une stratégie de reconversion dans des unités plus petites, déconcentrées et déterritorialisées qui fut bientôt adoptée par tout le patronat national. C'est pour cela qu'il faut situer la déroute aux alentours de 1969, année de la dernière grande lutte, et grande défaite, des ouvriers de la viande. Au début des années 60 la classe dominante a déjà un profil clair de ce qu'elle cherche, elle commencera à le mettre en œuvre et trouvera, peu à peu, les chemins pour arriver à ses fins.

23. Les secteurs populaires reculent beaucoup en conscience. De plus, ils souffrent de multiples divisions : générationnelles, de genre, de secteurs productifs et de services, de diverses formes d'organisation du travail etc... Différences qui se concrétisent dans des courants syndicaux qui s'affrontent durablement. Les lieux de plus grande combativité coïncident avec ceux dans lesquels sera mis en œuvre une forme d'organisation du travail plus moderne (fordisme) et les plus légalistes sont ceux, à ce qu'il semble, dans lesquels prédominent des formes plus traditionnelles d'accumulation et d'exploitation. Ceci n'est pas mécanique. De plus, le moment de plus grande combativité se produit quand le patronat ou l'Etat commence la reconversion et rationalisation. Cela veut dire que la classe va à la défensive, toujours.

24. Les divisions politico-partidaires furent létales pour le mouvement populaire. Elles approfondirent les divisions « structurelles » de la classe au lieu de les diminuer ; elles aiguisèrent artificiellement entre ceux qui voulaient s'insérer dans le système de la meilleure manière possible et ceux qui voulaient le changer ; elles perdirent de vue que le système les condamnait tous, parce que la classe ouvrière était, dans son ensemble comme classe, le principal écueil pour passer à une étape plus élevée de l'accumulation. Ainsi la classe ouvrière arrive défaite au coup d'Etat de 1973. Une déroute mal traitée et mal interprétée (parce qu'on n'en a pas tiré les conclusions ni débattu à fond) et, par conséquent, de laquelle on ne s'est pas encore remis.

LA PÉRIODE ACTUELLE : LA DESORIENTATION

25. Depuis la déroute du plébiscite contre la loi de caducité (14), en 1989, le mouvement ouvrier et populaire ne trouve plus le nord. Les années 90 ont été une décennie perdue, de petites avancées et de grands reculs, qui se concrétisent dans une tendance entêtée à répéter la partition -pensez aux recours répétés aux référendums- déjà connue sans oser y introduire des variantes. Une attitude peureuse et défensive. Le pire aspect est la subordination du social au politico-partidaire et, par conséquent, à la logique étatiste qui annule toute prétention à l'autonomie.

26. Quelle est aujourd'hui la stratégie de la classe ouvrière ? En premier lieu, il faudrait dire qu'il n'y a pas une classe ouvrière, que celle qui prit forme dans les années 50 a été dispersée, défigurée et disparut en tant que telle à partir du coup d'Etat. Ce qui existe aujourd'hui ce sont des secteurs ou des fractions de travailleurs qui luttent pour leurs intérêts communs, quand ils les trouvent, ou échouent sans les trouver. Il y a des ouvriers et il y a des syndicats mais il n'y a pas de classe ouvrière. La classe se forme dans la lutte des classes et est inséparable d'elle. Il se produit la même chose avec l'émancipation : elle n'est pas le résultat de la lutte, elle est le processus même de la lutte, comme le dit Holloway (15). En deuxième lieu, ce serait qu'il faut différencier le syndical, la classe ouvrière et le travail, et à l'intérieur de celui-ci le travail salarié.

Dans cet aspect, il faudrait différencier plusieurs groupes. D'un côté, ceux qui sont encore à l'intérieur du système, basiquement les fonctionnaires publics et quelques secteurs de l'activité formelle comme la banque traditionnelle, en partie la santé et quelques entreprises isolées du secteur privé. Ce secteur lutte défensivement pour maintenir privilèges et droits, pour ne pas s'effondrer. C'est le secteur organisé syndicalement, avec de forts traits corporatistes. Cependant, c'est le secteur qui influe dans la gauche politique et évidemment dans la centrale syndicale. En général, c'est lui qui a les pratiques syndicales les plus archaïques, les moins rénovées, parce qu'il est suffisant pour eux de répéter la partition apprise et, surtout, parce que leur interlocuteur est l'État, point de référence inévitable pour le syndicalisme de masse. Disons que la culture syndicale traditionnelle s'est réfugiée dans ce secteur, mais que c'est lui qui contrôle les appareils syndicaux. C'est pour cela que ses luttes sont peu innovantes.. mais il représente le secteur le plus petit des travailleurs. Il est conservateur, vu qu'il a des choses importantes à perdre, parmi elles la sécurité de l'emploi.

27. un second groupe est composé par le reste des salariés en général. Ils ont très peu de possibilités de s'organiser, la majorité travaille dans de petites et moyennes entreprises et très peu dans des grandes. Le contrôle patronal et la répression sont très grands et la plupart des luttes tentées ont échoué. Leur principale préoccupation est de maintenir l'emploi, malgré les bas salaires et leurs mauvaises conditions de travail. Ils croient qu'ils ont encore des choses à perdre parce qu'ils ont encore leur travail bien que mal assuré et mal rémunéré.

Le troisième secteur est formé par les non-salariés : informels, installés à leur propre compte, ambulants, chômeurs ou sous-employés, petits commerçants et producteurs ruraux etc... C'est le secteur majoritaire des travailleurs mais il a très peu de possibilités d'action, en grande partie à cause de l'énorme hétérogénéité et de la rupture qu'il vit avec ses propres traditions antérieures, vu que c'est ici qu'arrivent la plus grande partie des ex-ouvriers industriels. Cependant, il a participé, surtout dans l'intérieur, à quelques mobilisations très intéressantes, sous la forme de « forces vives » ou de « plate-formes civiques ».

28. Si on observe les luttes sociales des années 90, celles postérieures au référendum du vote vert (16), seuls 2 types de luttes se détachent : celles du mouvement étudiant-juvénile montevidéen et celles de l'alliance sociale qui s'exprima surtout à Paysandu. Ce furent les 2 uniques mobilisations importantes, au sens d'un minimum d'incidence quantitative et d'une dose de rénovation dans les formes et méthodes de lutte et d'organisation. Ce sont, en un mot, le peu de neuf qui apparut dans les années 90. Les 2 furent harcelés par le système institutionnel des partis qui chercha à les soumettre sous son contrôle. En grande partie, il y parvint, surtout dans le cas des étudiants.

29. Dans une vision générale, on peut dire que le mouvement ouvrier n'a pas encore trouvé un chemin propre qui lui permette de commencer à dépasser la situation de désorientation et dispersion actuelle. Néanmoins, on peut identifier quelques uns des principaux obstacles qui empêchent le surgissement de choses nouvelles. Voyons :

a) Le mouvement ouvrier et populaire uruguayen n'a pas produit de références historiques et d'imaginaires collectifs de lutte qui puissent être repris **dans une période comme l'actuelle**, de retrait de l'État. Pensez aux références créées au long du siècle par la classe ouvrière argentine (semaine rouge (17), semaine tragique (18), Patagonie (19), 1936 (20), 1945, 1955 (21), cordobazo, rosario...), la chilienne ou la brésilienne pour conclure que notre classe ouvrière n'a produit aucun fait substantiel (à l'exception de 1919, des grèves solidaires de 1951/1952 et de quelques initiatives très partielles dans les années 60) en dehors du cadre de protection de l'État.

Avec cela, je veux dire qu'il n'y a pas trop de traditions pour revivre, mais des chemins nouveaux à parcourir, à inventer. Mais notre classe n'a pas conscience de ceux-ci, les militants politiques essaient tout le temps de lui dire que ses luttes ont été merveilleuses et de cette manière ils la désarment encore plus dans une époque où ne vont pas se répéter les conditions qui rendirent possible le second mouvement ouvrier (dominé par la protection étatique) ni même le premier (dominé par la protection de l'idéologie batlliste).

b) L'unité organique pèse comme une pierre tombale. Elle fait que les luttes les plus rénovatrices doivent se mener en dehors du cadre institutionnel des syndicats. Et que ceux-ci sont une véritable entrave pour

leur développement autonome vu que tout ce qui est nouveau, ils cherchent à le remettre dans les ornières étatiques. Et les nouveaux acteurs cherchent à leur tour la protection des syndicats, en croyant que si ce sont des syndicats « combattifs », les choses changent.

c) L'imaginaire collectif populaire continue à être dominé par l'idée du rôle central de l'Etat. Il en résulte qu'il est difficile d'imaginer le changement social sans octroyer un rôle décisif à l'Etat. Mais il en résulte aussi qu'il est difficile d'envisager des actions ou des mouvements sans le prendre pour référence, directe ou indirecte, à travers les partis de gauche.

Peut-être que cela sera la tâche des nouvelles générations qui entamèrent leur vie sociale après la dictature, quand l'Etat commençait son retrait, et après l'échec de la gauche politique. Ces 2 faits sont la base d'une politique autonome. Car la confiance dans la gauche est un élément négatif qui paralyse ou neutralise.

d) L'idéologie étatiste se faufile de diverses manières, souvent inconscientes. L'une de celles-ci sont les programmes. Notre mouvement social idolâtre le programmatique, sur lequel il parie trop. Plus important que les programmes, il y a les identités, les cultures alternatives ou différenciées, choses dont notre mouvement manque ou qui ne l'intéressent pas.

Une autre forme d'étatisme est l'organisation hiérarchisée. Mais il y en a d'autres plus subtiles : en appeler au personnel politique spécialisé (députés, édiles) ou à des assesseurs (avocats, économistes) qui sont visualisés comme les porteurs du projet populaire ou, au minimum, les médiateurs avec les instances réellement décisives.

30. La forme « syndicat » est un problème additionnel et pas le moindre. Qu'est ce qu'un syndicat ? C'est une organisation pour défendre les intérêts sectoriels ou corporatifs dans la relation travailleur-patron ou travailleur-Etat. Dans les 2 cas, ce qui donne sens au syndicat, c'est l'existence de L'AUTRE ; le syndicat se définit par opposition au patron. Son référent est externe, pas interne. C'est la grande différence avec les sociétés de secours mutuels, les coopératives et toutes les organisations de type communautaire, propres au premier mouvement ouvrier, qui étaient auto-référentielles. Et, par conséquent, pouvaient miser sur l'autonomie. Quand la référence est externe, il n'y a pas de chemin autonome et émancipateur parce qu'on reste accroché à l'autre et une relation de dépendance se construit. Ce dont nous avons besoin c'est de dépasser l'instance « syndicat », aller vers autre chose. Pas le nier ni le détruire mais le dépasser, même si parfois le nom et l'apparence « syndicat » peut se maintenir. Je me réfère à la nécessité d'organisations **territoriales**. Parce que les syndicats de masses ont perdu leur caractère d'espaces réels et sont devenus comme des bureaux de procédures : impersonnels, sans identité, sans liens avec l'environnement ; ce sont des non-lieux, au sens d'espaces avec une identité.

Ce dont nous avons besoin ce sont des espaces territoriaux dans lesquels on peut commencer à renverser la société dominante. Ces espaces ne peuvent être les actuels syndicats, à moins qu'ils ne s'ouvrent au quartier et prennent en lui leur point de référence central. La classe ouvrière ne se forme pas nécessairement dans l'action syndicale et économique, elle est multiple et diverse. Une radio libre d'un quartier ouvrier est une instance ouvrière, tout comme a pu l'être un syndicat avant la dictature. Croire que des ouvriers il y en a seulement dans les syndicats, c'est réduire et rétrécir les horizons, et les parcelliser, car les ouvriers syndiqués abordent à peine une petite partie de ce que sont leurs intérêts comme êtres humains, les intérêts corporativo-économiques. La classe ouvrière, quand elle se reconstruira comme classe, s'intéressera à une multiplicité de questions : de genre, générationnelles, culturelles, environnementales, de connaissance et communication, éducatives, de santé, de formes de vie et de loisirs etc... Ce sont tous des thèmes de la classe ouvrière car ce sont tous des thèmes qui font l'émancipation et encouragent à l'autonomie. Plus jamais il ne devrait y avoir de hiérarchie thématique qui marquent des priorités et, par conséquent, des exclusions. Il s'agit de conjuguer un arc-en-ciel formé d'acteurs, de demandes, d'histoires, d'identités...

31. Finalement, la société uruguayenne continue à être une société amortisseuse, désireuse de trouver des médiations et des articulateurs étrangers aux mouvements. Et elle continue à être une société très marquée par la culture des classes moyennes, une société qui, jusqu'à la fin des années 60, n'eut pas d'oligarchie (classe dominante dans l'économie et dirigeante dans le politique) et qui eut à sa tête un personnel politique très stable, un des plus stable du monde, capable de raccommoier avec des mots et des

promesses le manque de projet du pays, de vision sociétale etc... A droite et à gauche. Et une société civile désireuse de consommer et de faire sienne ces mots.

Cela coûtera beaucoup de remuer ces désavantages qui entraînent le mouvement populaire. Surtout si nous mesurons cela en relation avec d'autres mouvements d'autres pays du continent. L'Uruguay retardataire reste clairement à découvert maintenant que nous n'avons plus d'Etat bienfaiteur. Avant tout paraissait ici plus avancé, mais maintenant notre abandon nous laisse dénudés.

De tout ce qui précède, on déduit que la tâche est double. Elle impose que tout ce qui se fait prenne en compte le fait de ne pas répéter la subordination à l'Etat et aux partis. De tout ce qui précède se déduit que la lutte pour l'**autonomie** est l'axe de tout mouvement qui aspire à changer véritablement les choses et à ne pas les reproduire. Dans le fond, il s'agit d'adopter un point de vue différent, un regard distinct, qui suppose de mesurer les choses non suivant leurs résultats mais suivant leur processus, non suivant le caractère spectaculaire de l'action mais suivant la profondeur de celle-ci, non suivant son action vers l'extérieur mais suivant sa construction interne. La clé est le chemin.

NOTES DU TRADUCTEUR :

1) HEBER NIETO : Ce jeune anarchiste, étudiant-salarié, fut abattu par un sniper de la police tirant depuis les toits lors d'une manifestation violemment réprimée à Montevideo le 24 juillet 1971. Une foule immense assista à son enterrement.

2) « DOCTEUR » : Ce terme était une manière d'appeler les hommes politiques de la ville par opposition à ceux des campagnes, « caudillos » sans titres universitaires. Beaucoup des politiciens de la ville était « docteurs » (avocats).

3) « NÉO-BATLLISME » : ce terme fait référence aux continuateurs de la politique de José Battle y Ordoñez (homme d'Etat formé en France à la fin du 19^{ème} siècle) qui lors de ses 2 présidences (1903-1907 et 1911-1915) initia une politique de type « social-démocrate », sépara l'église et l'Etat, approuva la journée de 8H, protégea le droit de grève et de syndicalisation, autorisa le divorce, promut l'éducation laïque ... il fut le créateur de l'Etat-providence, du « welfare state » à l'uruguayenne et encouragea l'étatisation et la nationalisation des activités industrielles et commerciales les plus importantes du pays.

4) « LOS CAÑEROS » : Il s'agit des coupeurs de cannes à sucre. Durement exploités, ils créèrent en 1961 l'UTAA (Union de los Trabajadores Azucareros de Artigas, l'union des travailleurs sucriers d'Artigas, Artigas étant une ville du nord de l'Uruguay). Pour obtenir la reconnaissance de droits sociaux minimaux, ils menèrent des marches, agitées, sur la capitale en 62, 64, 65 et 68. Le meneur le plus connu de ce mouvement fut Raul Sendic, qui travailla activement à la création de l'UTAA et fut un des membres fondateurs, à partir de 1963-64, du Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros, organisation politico-militaire clandestine laminée par la répression au début des années 70.

5) FUNSA : Fabrica Uruguya de Neumaticos - Sociedad Anonima, littéralement l'usine uruguayenne de pneus- société anonyme. Elle fut une des grandes entreprises emblématiques du pays.

Le syndicat (qu'on appelle souvent du même nom que la boîte, FUNSA) fut, à partir de 1958 et jusqu'à la dictature, animé par des anarchistes. Sa figure la plus représentative fut celle de l'ouvrier Leon Duarte qui fut séquestré en 1976 à Buenos Aires et fait partie des centaines d'uruguayens « disparus » en Argentine.

6) LA GREVE DU 17 OCTOBRE 1945 : Ce jour là, la classe ouvrière argentine, en soutien au général Juan Peron qui a été arrêté suite à certaines de ses mesures jugées trop sociales par la bourgeoisie, envahit spontanément pour la première fois la Place de Mai : de partout arrivent des masses d'ouvriers pauvres, les « descamisados » (sans chemise). Elle inaugure un nouveau lieu, occupe un espace physique qui jusqu'alors appartenait au pouvoir. Peron sera confortablement élu en 1946.

7) « EL CORDOBAZO » : Dans la ville argentine de Cordoba, dans un climat social très agité, une révolte mêlant ouvriers et étudiants éclate contre le régime militaire dictatorial d'Onganía en mai 1969. L'obligation pour les ouvriers de travailler le samedi et l'augmentation énorme du tarif de la cantine universitaire privatisée mettent le feu aux poudres. Le 15 mai, un étudiant est tué par balles par la police lors d'une manif. Une grève générale a lieu le 29 et se termine en manifestations de masse qui dégénèrent en émeutes dans toute la ville. La police est obligée de battre en retraite. L'armée intervient. Les affrontements durent près d'une trentaine d'heures. Il y a de nombreux morts par balles, des centaines de blessés, au moins un millier d'arrestations. De nombreux responsables syndicaux sont immédiatement passés en conseil de guerre et éclopent de plusieurs années de prison.

8) « EL ROSARIAZO » : Le 17 mai 1969, en solidarité avec les mobilisations dans la ville de Cordoba, une manifestation a lieu à Rosario. Un étudiant est tué par la police. Le 21 mai se déroule une manifestation contre la répression et contre la politique de régression sociale du gouvernement militaire. Elle se termine en émeute généralisée. Un jeune de 15 ans meurt par balle. L'armée ne reprendra le contrôle de la ville que le lendemain. Les villes de Buenos Aires, La Plata et Tucuman connaîtront aussi dans le même temps de nombreuses grèves, manif et émeutes meurtrières. Moins de 3 ans plus tard, la dictature gravement affaiblie tombait apparemment après une nouvelle vague d'émeutes.

9) Il s'agit des « Mères de la place de Mai », une association de mères de « disparuEs », créée en avril 77, peu de temps après l'instauration de la dictature. Réclamant des informations sur leurs enfants enlevés par l'armée et la police, elles se rencontrèrent peu à peu lors de démarches dans les commissariats, les ministères. Elles prirent l'habitude de manifester chaque semaine sur la Place de Mai, face au palais présidentiel malgré les coups, les menaces et les disparitions dont elles furent à leur tour victimes. Toujours en activité, elles font aujourd'hui encore l'objet d'une grande admiration de la part du mouvement social argentin.

10) « ÉTAT TERRISTE » : Gabriel Terra dirigea un coup d'Etat le 31 mars 1933, dans un contexte de crise mondiale qui se répercuta sur l'Uruguay et poussa la bourgeoisie à réclamer un gouvernement à poigne. Avec Terra l'intervention de l'Etat dans la société s'approfondit et le processus d'industrialisation du pays se développa, alimenté par une main d'œuvre d'origine rurale.

11) EL CERRO-LA TEJA-LE PORT : Montevideo est une ville portuaire assez plate. L'unique colline de la ville, située en bord de mer, d'un côté de la baie, accueille le quartier populaire del Cerro. Au pied de cette colline, s'étend le quartier, tout aussi populaire, de La Teja. A quelques centaines de mètres de La Teja commence le très long port, implanté sur une étroite bande côtière d'une centaine de mètres de large, qui se déroule jusqu'à la vieille ville, de l'autre côté de la baie. Les 3 zones forment donc un continuum spatial.

12) « LES SYNDICATS SOLIDAIRES » : Dans les années 40, les syndicats « autonomes » étaient majoritaires dans le pays et constituaient, de plus, les syndicats les plus puissants et combatifs. Ils représentaient une pratique syndicale opposée à celle que défendait le Parti Communiste au sein de l'Union Générale des Travailleurs. Le syndicalisme autonome n'avait pas de permanents payés, les « commissions directives » qui les représentaient n'avaient que peu de pouvoir et ils fonctionnaient de manière assembléiste. Au sein du syndicalisme autonome se détachaient « les autonomes d'action directe ».

Ces syndicats autonomes constituèrent une coordination ouvrière connue sous le nom des « syndicats solidaires » qui mena, avec l'appui de la Fédération des Etudiants Universitaires, les mouvements de grève de 1951 et 52. Ces conflits secouèrent le pays qui vivait dos à la réalité après sa récente victoire au championnat de football au stade Maracana à Rio de Janeiro. La grève « solidaire » d'octobre 1951 dura un mois et fut une des plus longues de l'histoire du pays.

13) LA CNT : Il s'agit de la Convention Nationale du Travail (ce nom est une référence indirecte à la CNT espagnole) qui se constitue en 1964 comme une coordination de syndicats. Les syndicats

« autonomes » furent ses principaux promoteurs, conjointement avec le syndicat du textile. Même si une partie de ses militantEs y participent rapidement, le Parti Communiste, maintiendra sa propre centrale syndicale jusqu'en 1966, date du premier congrès de la CNT.

Les principaux animateurs de la CNT à ses débuts seront Gerardo Gatti, ouvrier de l'imprimerie, anarchiste (disparu à Buenos Aires en Juin 1976), Hector Rodriguez, du syndicat du textile, marxiste indépendant et Gerardo Cuesta, métallurgiste, membre du PC, mort sous la torture.

14) LA LOI DE CADUCITE : La « Loi de caducité de la prétention punitive de l'Etat » fut approuvée par le parlement le 22 décembre 1986. Elle est connu aussi sous le nom de « Loi d'impunité ». A travers elle, se manifeste le renoncement à juger les crimes et violations des droits humains commis par les militaires durant la dictature de 1973-1984.

15) JOHN HOLLOWAY : Irlandais, avocat, professeur de sciences politiques à Edimbourg et de sciences sociales à Puebla au Mexique, auteur de nombreux ouvrages marxistes, a publié dernièrement, en 2002, « Changer le monde sans prendre le pouvoir », livre qui a pas mal circulé dans la gauche radicale en Argentine et en Uruguay.

16) « LE VOTE VERT » : Peu de temps après l'approbation de la « Loi d'impunité », des dizaines de comités de quartier se créent spontanément afin d'organiser un référendum pour abroger la loi. Une grande campagne de pétitions a lieu pour officialiser la procédure référendaire. Celui-ci a lieu le 16 avril 1989. Le vote « jaune » (la couleur du bulletin de vote), favorable au maintien de la loi, recueille 47% des voix exprimées tandis que le vote « vert », qui souhaite l'abrogation de la loi, ne recueille que 35%.

17) LA SEMAINE ROUGE : Le 1^{er} mai 1909, le cortège de la FORA, qui regroupe environ 30 000 personnes est attaqué à Buenos Aires par la police qui fait usage de ses armes à feu, tuant au moins 8 personnes et en blessant plus de 80. Dans la nuit, la police ferme les locaux syndicaux. La FORA et l'Union Générale du Travail socialiste déclarent la grève générale illimitée et demandent la démission du chef de la police, la libération des prisonniers, la réouverture des locaux et la satisfaction d'autres revendications.

La grève s'étend dans de nombreuses villes du pays. Les affrontements se multiplient dans la capitale où la grève est totale. La police, renforcée par l'armée (la loi martiale a été déclarée) est débordée. La capitale est en partie hors de contrôle. Le 09 Mai, le gouvernement cède, réouvre les locaux, libère les prisonniers, suspend toute poursuite, satisfait plusieurs autres revendications. Le colonel Falcon, responsable de la répression, est abattu en novembre 1909 par Simon Radowitzsky, ouvrier anarchiste.

18) LA SEMAINE TRAGIQUE : Fin 1918, le climat social en Argentine est de nouveau explosif. Le 07 janvier 1919, des heurts éclatent entre des métallos grévistes et des « jaunes » devant une usine de Buenos Aires. La police intervient et tire sur les grévistes faisant 4 morts et une vingtaine de blessés.

La FORA anarchiste (dite aussi du 5^{ème} congrès) appelle à la grève illimitée et la FORA dite « syndicaliste », ou du 9^{ème} congrès (une scission a eu lieu en 1915... suite à un processus d'unification entre la CORA socialiste, ex-UGT, et la FORA), appelle à une grève de 24H. Le lendemain, 200 000 personnes assistent aux funérailles des ouvriers tués. La police tire et tue une cinquantaine de personnes, une centaine d'autres sont blessées.

La grève est totale le lendemain, les rues pleines de barricades, les armureries pillées et les fusillades se multiplient entre grévistes et policiers, soutenus par des bandes paramilitaires nationalistes. La grève s'étend à toutes les grandes villes du pays mais s'essouffle à partir du 12 janvier pour s'éteindre quelques jours plus tard. Le bilan est lourd : on parle de plus de 700 ouvriers tués, 2000 blessés et de dizaines de milliers d'arrestations.

19) LA PATAGONIE : Il est ici fait référence au soulèvement des travailleurs agricoles de cette région du sud de l'Argentine en 1921. Confrontés à des conditions de vie très dures, leur grève s'étend dans toute la région et prend des formes violentes. La FORA anarchiste y est très impliquée.

L'Etat contrôle mal cette zone vaste et sauvage. C'est l'armée qui est donc envoyée dans la région pour secourir les grands propriétaires terriens et les capitalistes anglais qui y possèdent

les frigorifiques où est découpée et stockée la viande provenant des grands élevages de moutons.

L'armée exécute plus de 1500 ouvriers. La FORA « syndicaliste » permet l'utilisation du train par les troupes. La région est lointaine, les nouvelles sont rares. Il n'y aura pas de réactions dans le pays. Lorsque les nouvelles filtrent, tout est terminé. Le général Varela, qui a dirigé le massacre, est abattu par l'anarchiste Kurt Wilckens en Janvier 1923.

20) À partir d'octobre 1935 eut lieu en Argentine une grève très combative des travailleurs du Bâtiment, animée par la Fédération des syndicats ouvriers de la construction (à majorité communiste et à forte minorité anarchiste). Ce conflit déboucha à Buenos Aires sur une grève générale en appui à leur lutte, le 7 et 8 janvier 1936, grève générale solidaire qui fut marqué par des actes insurrectionnels, de nombreux quartiers ouvriers échappant alors totalement au contrôle des forces de l'ordre..

21) C'est en 1955 que Peron est viré du pouvoir par un coup d'Etat d'une partie de l'armée appuyée par la grande bourgeoisie et l'église. Le pays commence alors à connaître des difficultés économiques, la pression des luttes ouvrières est forte (l'Etat de siège fut en vigueur de 52 à 55). Il est contraint à l'exil et rejoint l'Espagne franquiste. Jusqu'à son retour au pouvoir en 1973, l'opposition péroniste restera fortement insérée dans la classe ouvrière argentine.